

SOLIDARITE

AU PEUPLE CHILIEN

« Le 11 septembre, un coup d'Etat militaire a renversé le gouvernement légal du Chili. Le président de la République, Salvador Allende, démocratiquement élu en 1970, a été assassiné. La junte fasciste a plongé le pays dans un bain de sang. Par les exécutions sommaires, la torture et la déportation, elle tente de décapiter le mouvement populaire chilien. Ce coup d'Etat sanglant n'ouvre pas seulement une période tragique de l'histoire du Chili : il porte un coup à l'ensemble du mouvement ouvrier progressiste et démocratique et au mouvement de libération nationale en Amérique latine. C'est un défi à l'ensemble des forces socialistes et démocratiques du monde entier.

« En trois ans, l'Unité populaire avait rendu au peuple du Chili sa dignité et son indépendance. Le gouvernement de Salvador Allende était gravement coupable aux yeux des féodalités économiques, des forces réactionnaires et de l'impérialisme. Il avait appliqué intégralement le programme sur lequel il avait été démocratiquement élu. S'appuyant sur la confiance des masses, renforcé encore aux élections de mars dernier, il avait amorcé, dans le cadre de la Constitution et dans le respect des libertés, une transition vers le socialisme.

« C'est à cela que la bourgeoisie et l'impérialisme ont répondu par le sabotage d'abord, et par le putsch militaire ensuite, dès qu'il fut avéré que tout espoir de renverser légalement le cours de l'Unité populaire leur était interdit.

« La lutte n'est pas terminée. La résistance chilienne s'organise sous mille formes, dans l'unité ; elle porte plus que jamais les espoirs du peuple et des travailleurs du Chili. Elle demande l'entière solidarité des forces ouvrières et démocratiques de notre pays.

« La lutte de la classe ouvrière et du peuple chilien pour la liberté et pour le socialisme est celle d'un pays isolé, attaqué directement par l'impérialisme. Mais, dans des conditions difficiles, leur combat est le nôtre, nous avons les mêmes adversaires, et ce sont eux qui nous apprennent que la résistance chilienne se bat aujourd'hui aussi pour notre socialisme et notre liberté.

« Il est particulièrement nécessaire que la solidarité au peuple chilien s'affirme en France. Le gouvernement français n'a pas eu un mot pour condamner le coup d'Etat et la répression sauvage qui s'abat sur le Chili. Il a, l'un des premiers, reconnu la junte fasciste. Notre première tâche est d'exiger qu'il revienne sur cette attitude inqualifiable, qu'il condamne le putsch, qu'il refuse d'avoir des relations avec le régime qui en est issu. Il faut obtenir que l'O.R.T.F. cesse de donner du drame que traverse actuellement le Chili une image d'une scandaleuse partialité. Il faut enfin que grandisse, dans notre pays, un immense mouvement de solidarité morale, politique et matérielle à l'Unité populaire, à ses militants, aux travailleurs et à la centrale syndicale unique du Chili, aux réfugiés chassés du Chili par la terreur blanche.

« A l'unité du peuple chilien et de ses organisations doit répondre l'action d'ensemble de toutes les forces ouvrières et démocratiques de notre pays. Nous appelons tous ceux qui veulent manifester concrètement leur solidarité à la lutte du peuple et des travailleurs chiliens à se joindre à notre appel sans distinction d'opinions et de croyances.

« DANS CE CADRE, LE COLLECTIF APPELLE A ORGANISER UNE COLLECTE NATIONALE UNITAIRE SUR LA VOIE PUBLIQUE DU MERCREDI 3 OCTOBRE AU JEUDI 11 OCTOBRE.

« Les fonds recueillis, à l'initiative et sous la garantie commune des organisations, SERONT ADRESSÉS DIRECTEMENT AU C.C.P. UNIQUE, COLLECTIVEMENT PAR LE COMITE NATIONAL : Solidarité Chili, 10, rue de Solférino, Paris (7e). C.C.P. n. 470, Paris.

« Ces fonds seront remis à l'organisme commun constitué par les représentants qualifiés des partis de l'Unité populaire et de la Centrale unique des travailleurs chiliens avec lesquels le Comité national est en relation directe et permanente.

« Le Collectif départemental appelle tous les travailleurs et démocrates, de quelque conviction politique ou croyance religieuse qu'ils soient, à participer d'urgence à cette collecte nationale pour leurs frères chiliens. Que tous répondent généreusement aux collecteurs du Comité ou bien qu'ils envoient directement leur contribution au Fonds commun, C.C.P. 470, Paris. »